



BIOGRAPHIES

Présidente du conseil des sages de la laïcité

Dominique Schnapper est titulaire d'un doctorat de III^{ème} cycle en sociologie et d'un doctorat d'État ès Lettres. Directrice d'Études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, elle a obtenu le Prix Balzan pour la sociologie en 2002. Elle a été membre de la commission sur la réforme du code de la nationalité présidée par Marceau Long en 1987, et membre de la commission 2000 du Commissariat général au Plan en 1989. Elle a également été membre de nombreuses autres commissions de réflexion sur la vie politique (sur la drogue, en 1994, sur l'éducation en 1995 et 1996). De 1995 à 1999, elle a présidé la Société française de sociologie. De 2001 à 2010, elle a été membre du Conseil constitutionnel. Depuis 2013, elle est présidente du Musée d'art et d'histoire du judaïsme et de l'Institut d'études avancées de Paris. Nommée présidente du Conseil des sages de la laïcité au ministère de l'Éducation nationale en janvier 2018, elle est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages consacrés aux migrations, à la nation, à la citoyenneté, en particulier *La Communauté des citoyens*. (Gallimard, 1994 ; rééd. Folio, 2003) ; *La Relation à l'Autre. Au coeur de la pensée sociologique*, (Gallimard, 1998) ; *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* (Gallimard, 2000 (avec C. Bachelier) ; *Questionner le racisme*, « Le Forum », 2000 (avec Sylvain Allemand) ; *La démocratie providentielle*, (Gallimard, 2002) ; *Qu'est-ce que l'intégration ?* (Gallimard, 2007). Ses dernières publications sont : *Travailler et aimer* (Odile Jacob, 2013), *L'Esprit démocratique des lois* (Gallimard, 2014) ; *De la démocratie en France. République, nation, laïcité*. (Odile Jacob, 2017) ; *La citoyenneté à l'épreuve. La démocratie et les juifs*. (Gallimard, 2018).

Membres du conseil des sages

Jean-Louis Auduc, agrégé d'Histoire, auteur d'une thèse d'histoire médiévale, a été, de 1974 à 1991, enseignant en collège et lycée dans l'Oise, les Hauts de Seine et la Seine-Saint-Denis, et a exercé pendant cette période des responsabilités syndicales nationales. Il a été maire-adjoint à Méru (60) de 1977 à 1983 et à Montreuil (93) de 1989 à 2002. Puis, pendant près de 20 ans, il a exercé comme directeur des études de l'IUFM de Créteil où il a mis en place dès 1997 des modules obligatoires concernant la pédagogie de la laïcité à l'école. Il a dirigé une collection de manuels d'éducation civique de collège et a publié différents ouvrages sur l'état de l'école, les relations parents-enseignants, l'éducation à la citoyenneté et à la laïcité. Auditeur à la 50^e session nationale de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de Défense Nationale), il a participé jusqu'en 2015 aux travaux de la commission armée-jeunesse. De 2000 à 2002, il a travaillé auprès du ministre délégué à l'enseignement professionnel sur les questions de violence, citoyenneté et laïcité dans les lycées professionnels. Il a été également membre de la commission laïcité du Haut Conseil à l'Intégration. Depuis 2017, il est, au rectorat de Créteil, président du comité de déontologie professionnelle de l'académie de Créteil.

Ghaleb Bencheikh, docteur ès sciences, diplômé de l'université Paris VI et titulaire d'un DEA de l'école nationale supérieure des arts et métiers ENSAM est président de la Fondation de l'Islam de France. Producteur à France Culture et présentateur-animateur d'émissions télévisées sur le service public (2001-2019), il a enseigné à l'université Paris-Dauphine, à la Faculté libre de Paris (FACO), à l'IUT de ville d'Avray et à l'Institut international de la pensée islamique Paris-Saint-Ouen (3IT). Il a été directeur du Foyer de Cachan (2011-2017). Écrivain essayiste, il est l'auteur de nombreux ouvrages ayant trait à la laïcité, au fait islamique et aux problématiques des sociétés contemporaines. Certaines de ses publications ont porté sur *la violence, la mort, Etty Hillesum, la repentance* et *le sens de la fête* aux éditions Bayard, Eres, Salvator et le Cerf. Ses deux derniers livres sont « *Petit manuel pour un islam à la mesure des hommes* », février 2018 chez J.-C. Lattès et « *Le Coran expliqué* » janvier 2019 chez Eyrolles.

Catherine Biaggi, agrégée de géographie, est membre du conseil scientifique du Festival International de Géographie depuis 2014. Elle est depuis 2013 Inspectrice Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche. Elle a été professeure d'histoire-géographie, en collège et en lycée, puis Inspectrice d'Académie-Inspectrice Pédagogique Régionale (IA-IPR) en Histoire-Géographie dans les

académies de Lille puis de Grenoble. Elle a travaillé sur les enjeux de formation à la citoyenneté dans ces académies, où elle fut notamment chargée de mission académique citoyenneté, laïcité et fait religieux jusqu'en 2012. Auditrice à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale depuis 2011, elle a travaillé ces dernières années sur les questions de défense et de géopolitique. Elle est correspondante de l'IGESR dans l'académie de Toulouse, de 2016 à 2020, puis dans l'académie de Martinique à partir de l'année scolaire 2020-2021. Elle préside le CAPES externe d'histoire-géographie depuis 2018 et le concours de recrutement des IA-IPR depuis 2020. Au titre de l'engagement personnel, elle est Lieutenant-Colonelle de réserve de la Gendarmerie Nationale (réserve citoyenne) depuis mars 2011.

Jean-Louis Bianco, est ancien élève de l'École des Mines de Paris et de l'École Nationale d'Administration (promotion *Thomas More*). Nommé Conseiller d'État en 1994, il a occupé plusieurs postes au sein de l'administration centrale, notamment auprès du directeur de l'Action sociale au ministère de la Santé et à la sous-direction de la famille, de l'enfance et de la vie sociale du ministère de la Santé. En 1982 et 1991, il est Secrétaire Général de l'Élysée. En 1991, il est Ministre des Affaires Sociales et de l'Intégration et en 1992 Ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports. Député de la 1^{ère} circonscription des Alpes-de-Haute-Provence de 1997 à 1992 et Président du Conseil Général des Alpes-de-Haute-Provence de 1998 à 2012, il co-dirige en 2007 la campagne présidentielle de Ségolène Royal. Depuis le 5 avril 2013 il est Président de l'Observatoire de la Laïcité. Il a publié *Mes années avec Mitterrand* (Fayard, 2015) et *La France est-elle laïque ?* (éditions de l'Atelier, 2016).

Abdenour Bidar, est normalien de l'ENS de Fontenay-Saint-Cloud, agrégé de philosophie, docteur en philosophie. Il a enseigné la philosophie pendant 20 ans au lycée, en classes préparatoires aux grandes écoles et à l'université. Depuis 2016, il est inspecteur général de l'éducation. Chercheur associé au GSRL (Groupe sociétés, religions, laïcité) de l'École pratique des Hautes Études (Paris), il est spécialiste de la philosophie de l'islam, de la sécularisation, de la laïcité, de l'humanisme et des évolutions de la vie spirituelle dans le monde contemporain. Sur ces sujets, il est l'auteur d'une douzaine d'essais, notamment : *L'islam sans soumission, Pour un existentialisme musulman* (Albin Michel, 2008) ; *Comment sortir de la religion ?* (La Découverte, 2012) ; *Histoire de l'humanisme en Occident* (Armand Colin, 2014) ; *Lettre ouverte au monde musulman* (Les liens qui libèrent, 2015) ; *Plaidoyer pour la fraternité* (Albin Michel, 2015) ; *Quelles valeurs partager et transmettre aujourd'hui ?* (Albin Michel, 2016). Dernier ouvrage paru : Traduction et présentation de *La*

reconstruction de la pensée religieuse en Islam, de Mohammed Iqbal (Bibliothèque des idées, Gallimard, 2020). Il est enfin le principal rédacteur de l'ouvrage *Pour une pédagogie de la laïcité à l'école* (La Documentation française, Haut Conseil à l'Intégration-Ministère de l'Éducation nationale, 2012).

Depuis 2013, il est membre de l'Observatoire national de la laïcité. Depuis 2016, il est membre du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) au titre de représentant laïque de l'islam.

Laurent Bouvet, politologue et essayiste, est agrégé de science politique et titulaire d'un doctorat sur « la nouvelle question identitaire américaine » (1998). Il a obtenu le prix de thèse Marie-France Toinet de la Société d'études nord-américaines en 1999. Depuis 2011 il est professeur des universités à l'Université de Versailles Saint-Quentin- en-Yvelines. Militant ou proche du Parti socialiste pendant des années, il devient l'un des représentants de La Gauche populaire. En 2016, il lance le Printemps républicain, pour promouvoir les valeurs républicaines et la laïcité dans le paysage politique français. Il a publié de nombreux ouvrages dont : *Le fédéraliste : la démocratie apprivoisée* (avec Thierry Chopin, Michalon, 1997) ; *L'année zéro de la gauche* (Michalon, 2003, avec Laurent Baumel) ; *Le communautarisme : mythes et réalités* (avec Laurent Baumel, Lignes de repères, 2007) ; *Le sens du peuple : la Gauche, la démocratie, le populisme* (Gallimard, 2012) ; *L'insécurité culturelle : sortir du malaise identitaire français* (Fayard, 2015) ; *La Gauche zombie* (Lemieux éditeur, 2017). Dernier ouvrage (numérique) publié : *Le Péril identitaire* (éd. L'Observatoire, juin 2020).

Rémi Brague : *Professeur de philosophie émérite à la Sorbonne et à la Ludwig-Maximilians-Universität de Munich, Rémi Brague a siégé au Conseil des sages de la laïcité durant trois ans, de janvier 2018 à janvier 2021. Explorant, dans une oeuvre abondante, les traditions philosophiques arabes, juives et gréco-latines, le Grand Prix de philosophie de l'Académie française lui a été décerné en 2009. C'est cette même année qu'il rejoint, à l'Institut, l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Désormais appelé à de plus hautes fonctions dans cette dernière institution, Rémi Brague a souhaité, en accord avec sa présidente, Dominique Schnapper, quitter le Conseil des sages au 1er février 2021. Il continuera néanmoins à porter intérêt et, le cas échéant, soutien à ses travaux.*

Médéric Chapitoux est formateur et chercheur en sciences sociales du sport. Actuellement doctorant au laboratoire creSco de l'université Paul Sabatier de Toulouse, son sujet de thèse est : « *Ces déviances que le Sport n'aime pas voir : politiques publiques et éducateurs professionnels en sports de combat face à la permissivité voire au radicalisme religieux* ». Titulaire de deux masters en Sciences et

techniques des activités physiques et sportives, il a dispensé des enseignements à l'université de Franche-Comté et de Savoie Mont-Blanc. Professeur de Sports en disponibilité, il a occupé diverses fonctions au sein de la direction technique nationale d'une fédération sportive délégataire du ministère en charge des Sports (2008-2014). Retraité de la Gendarmerie Nationale, il est Auditeur de la 25^{ème} session nationale « sécurité justice » de l'INHESJ (Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice). Il est expert auprès de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Il a publié *Le sport, une faille dans la sécurité de l'État* (Enrick B éditions, 2016).

Monique Dagnaud, sociologue, est directrice de recherche émérite au CNRS. Diplômée de HEC puis de Sciences Po, elle soutient en 1976 un doctorat de sociologie à l'EHESS sous la direction d'Alain Touraine et de Manuel Castells. Elle devient directrice de recherche au CNRS en 1994 au Centre d'Etude des Mouvements Sociaux (CEMS). Ses premières recherches portent sur la sociologie de la communication et des médias. Elle a notamment publié *L'Etat et les médias, fin de partie* (Odile Jacob, 2000). Monique Dagnaud travaille depuis quelques années sur la culture, et plus particulièrement les pratiques culturelles, des adolescents et des jeunes adultes. C'est ainsi qu'en 2011 elle a publié son livre *Génération Y, Les jeunes et réseaux sociaux : de la dérision à la subversion* (Editions des Presses de Sciences Po, 2011). Outre ses activités de recherche, elle est nommée, par le Président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de 1991 à 1999. Durant ce mandat, elle poursuivra ses recherches sur la régulation des médias, et sur la jeunesse. Elle vient de publier un nouvel ouvrage : *Génération surdiplômée Les 20 % qui transforment la France* (en collaboration avec Jean-Laurent Cassely, chez Odile Jacob). Elle est également membre du conseil scientifique de l'OSE (œuvre de secours aux enfants) et du Conseil d'administration de "Vers le Haut" (Association spécialisée dans l'éducation).

Olivier Galland, sociologue, est directeur de recherche émérite au CNRS. Après des études à l'Université Paris Dauphine, il y soutient, en 1981, un doctorat en économie publique et gestion des activités non marchandes. Il se spécialise dans la sociologie de la jeunesse, en publiant notamment *Les étudiants* (avec Marco Oberti, La Découverte, 1996) ou encore *Les jeunes* (La Découverte, 2009) avant de s'intéresser plus particulièrement à la question des inégalités et aux problématiques liées aux valeurs. Son dernier ouvrage co-publié en 2018 avec Anne Muxel, *La Tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, a eu une importante résonance dans le monde universitaire et politique. Fort d'une enquête auprès de 7 000 lycéens, les auteurs mettent en lumière le degré de radicalité présent chez un certain nombre de jeunes Français. Olivier Galland est actuellement membre du comité de rédaction de la *Revue française de sociologie* et directeur du GEMASS, le Groupe d'Étude des Méthodes de l'Analyse Sociologique de la Sorbonne.

Patrick Kessel, diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de sociologie, a exercé, à partir de 1974, comme journaliste économique puis politique à l'agence France-Presse. Parallèlement, dans les années 1980, il devient vice-président de l'Union nationale des syndicats de journalistes et membre de la direction de l'Union internationale des syndicats de journalistes. En

1985 il rejoint le *Matin de Paris* comme rédacteur en chef adjoint, chef du service politique. En 1988 il devient conseiller technique chargé de la presse et de la communication au cabinet du ministre chargé des relations avec le Parlement puis au cabinet du secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle. En 1989, il est nommé à la direction du Centre pour le Développement de l'Information sur la Formation Permanente (Centre-Inffo), fonction qu'il occupera jusqu'en 2011. Parallèlement il fonde et préside le Club des Égaux. En 1994, il est élu Grand Maître du Grand Orient de France. Il est nommé à la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme, à la mission laïcité du Haut conseil à l'Intégration et à l'Observatoire de la Laïcité. Il fonde le Comité Laïcité République et succède à Claude Nicolet et à Henri Caillavet à sa Présidence. Il est Président de l'Association des amis de Henri Caillavet. Il est l'auteur de nombreux articles et tribunes et de deux ouvrages : *Marianne, je t'aime* (1996, édition Bruno Leprince) et *Ils ont volé la laïcité !* (2012, éditions Gawsewitch-Balland).

Catherine Kintzler, agrégée de philosophie et docteur d'État ès Lettres, a enseigné en lycée, de 1970 à 1992, avant d'être professeur à l'université de Lille, de 1992 à 2007. Elle a été *Short Term Visiting Fellow* à l'université de Princeton en 2008. Vice-présidente de la Société française de philosophie et membre fondateur du Comité Laïcité République, ses travaux portent sur la philosophie de l'art et la philosophie politique. Elle a travaillé en collaboration avec des artistes et des institutions artistiques de niveau national pour des analyses d'ouvrages, des publications ou des conférences ainsi qu'à titre de conseiller dramaturgique. Dans le domaine de la philosophie politique, elle intervient dans des institutions universitaires et de recherche et donne des conférences d'intérêt général, en particulier sur la laïcité. Elle a publié entre autres : *Penser la laïcité*, Paris Minerve, 2015 2^e éd. (2014) ; *Condorcet, l'instruction publique et la naissance du citoyen*, Paris Minerve, 2015 3^e éd. (1984) ; *Jean-Philippe Rameau, splendeur et naufrage de l'esthétique du plaisir à l'âge classique*, Paris Minerve 2011 2^e éd. (1983) ; *Qu'est-ce que la laïcité ?*, Paris Vrin, 2008 2^e éd. (2007) ; *Poétique de l'opéra français de Corneille à Rousseau*, Paris Minerve, 2006 2^e éd. (1991) ; *Théâtre et opéra à l'âge classique*, Paris Fayard, 2004. [Site web : www.mezetulle.fr](http://www.mezetulle.fr)

Isabelle de Mecquenem, agrégée de philosophie et enseignante à l'INSPÉ de Champagne-Ardenne depuis 1985. Chargée de mission laïcité et référente racisme et antisémitisme de l'université de Reims Champagne-Ardenne en 2015, elle est également directrice-adjointe du réseau de recherche sur le racisme et l'antisémitisme (RRA), structure fédérative de recherche fondée en 2019. Dans ce cadre, elle coordonne l'axe de recherche sur le racisme et l'antisémitisme en milieu scolaire et universitaire avec Alessandro Bergamaschi (INSPÉ de Nice). Elle a publié *Laïcité et valeurs de la*

République aux éditions Studyrama en 2018, puis l'article *L'école de la confiance et du conflit* dans le dossier *Le sens de l'école* (revue *Esprit*, septembre 2019). Elle a coordonné avec Christophe Miqueu (INSPÉ Aquitaine) le dossier *Laïcité, analyseur des fractures françaises. Que peut l'éducation?* (revue *Recherches & Éducation*, 2020). Elle a coordonné, avec Christophe Miqueu, Stéphane Soulié et Paul Zawadzki, le colloque international *Qu'est-ce qu'une République juste ? Actualité de Charles Renouvier* (ENS-Ulm , 15 et 16 novembre 2018, actes à paraître chez Hermann éditions). Elle prépare un livre d'entretien avec l'historien Emmanuel Debono sur la controverse du racisme anti-blancs.

Frédérique de la Morena, a soutenu une thèse en 1999 sur le thème : « Recherche sur le principe de laïcité en droit français ». Depuis, docteur en droit public, et maître de conférences, elle enseigne à l'Université Toulouse 1 Capitole et à l'INSPÉ de Toulouse où elle est co-responsable de la mention Encadrement éducatif, formation universitaire professionnalisante. Elle a été membre du Comité national de réflexion et de propositions sur la laïcité à l'école, mis en place auprès du ministre de l'éducation nationale en 2002, membre du groupe permanent de réflexion et de propositions sur la laïcité, auprès du Haut Conseil à l'Intégration, installé en 2010. Elle est aujourd'hui membre du Conseil « Toulouse Fraternité-Conseil de la Laïcité » de la municipalité de Toulouse. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la laïcité : *Laïcité : une question de frontière(s)* (direction; LexisNexis, 2019) ; *Les frontières de la laïcité* (LGDJ, coll. Systèmes, 2016) ; *Laïcité et République* (Presses de l'Université de Toulouse1 Capitole, 2011) et assure de nombreuses formations sur ce thème.

Jean-Éric Schoettl, diplômé en 1969 de l'École polytechnique et titulaire d'un DEA d'informatique (1970) et d'un doctorat en gestion des entreprises (1974), commence sa carrière, de 1970 à 1976, comme maître de recherches en linguistique mathématique à Paris VIII. Il entre ensuite en 1977 à l'École nationale d'administration (promotion "Michel de l'Hospital"). À sa sortie, en 1979, il est affecté au Conseil d'État. Nommé responsable du centre de documentation du Conseil d'État entre 1984 et 1985, il exerce les fonctions de conseiller technique au secrétariat général du Gouvernement, de 1985 à 1989, puis de directeur général du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), de 1989 à 1992. De nouveau en poste, en 1992 et 1993, à la Section du contentieux du Conseil d'État, il est nommé directeur au secrétariat général du Gouvernement, puis succède à Olivier Schrameck en tant que secrétaire général du Conseil constitutionnel, de 1997 à 2007. En 2007 et 2008, il est président suppléant de la section de l'Intérieur du Conseil d'État, puis président adjoint de la section de l'Intérieur à partir de 2008. Il est nommé vice-président de la Commission du secret de

la Défense nationale (CSDN) le 12 février 2018 par décret du président de la République. En 2018, il est nommé président du comité du secret statistique, puis membre de la Commission d'éthique régionale de la Région Île-de-France.

Equipe administrative

- **Alain Seksig**, Inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional vie scolaire,
Secrétaire général
- **Iannis Roder**, Agrégé d'Histoire, professeur d'Histoire-Géographie en collège à Saint-Denis (93), **Secrétaire général adjoint**
- **Michèle Narvaez**, Professeure de chaire supérieure honoraire, **rapporteure**